Au nom de la Shoah

Omniprésente, la Shoah l’est naturellement dans un Etat né de la destruction des Juifs d’Europe par l’Allemagne nazie. Mais le souvenir du génocide, fondateur de l’israélité, a aussi servi à conceptualiser toutes les guerres d’Israël depuis soixante ans.

par Idith Zertal

[](http://www.monde-diplomatique.fr/mav/98/ZERTAL/18054#tout-en-haut)

[Au nom de la Shoah↑](http://www.monde-diplomatique.fr/mav/98/ZERTAL/18054#tout-en-haut)

**D**

epuis la création de l’Etat d’Israël, la Shoah ([1](http://www.monde-diplomatique.fr/mav/98/ZERTAL/18054#nb1)) et ses millions de morts n’ont jamais cessé d’y être présents. Le lien entre ces deux événements historiques reste indissoluble. Le génocide demeure au coeur des discours comme des silences de la société israélienne, de la vie et des cauchemars des centaines de milliers de survivants qui s’y installèrent comme de ceux de leurs enfants et petits-enfants – et de l’absence des disparus. Il résonne dans les déclarations politiques, les cérémonies, la législation, les tribunaux, la poésie, la presse, les inscriptions funéraires, les monuments, les livres commémoratifs, et dans l’humour comme dans les insultes. A travers un processus dialectique d’appropriation et de rejet, de remémoration et d’oubli, Israël n’a cessé de se définir en fonction de la Shoah, se considérant à la fois comme l’héritier et le procureur des victimes dans un mouvement d’expiation de leurs péchés et de rédemption de leur mort.

Ainsi, alors qu’Israël se définit comme une révolution totale dans l’histoire du peuple juif, comme une rupture dans sa continuité historique, le judéocide est devenu l’un des éléments constitutifs de l’identité collective israélienne, d’une conscience et d’un discours communs aux Israéliens. Censée sauver le passé de l’oubli et insuffler une seconde vie aux victimes et aux survivants, la mémoire de la destruction des Juifs d’Europe était destinée, comme toujours, à l’individu qui se souvient comme au collectif national qui organise cette mémoire, en conformité avec ses mythes et ses idéaux comme avec la vision et les exigences politiques du présent.

Le souvenir de la Shoah juive – reconstruit, préservé et codifié – est devenu, au fil des années, la principale idéologie du nouvel Etat d’Israël, une sorte de religion civique, une ressource politique, un *« trésor naturel »*, selon la formule employée par le professeur James E. Young. Ce dernier évoquait ainsi son rôle dans les premières décennies : *« Tantôt ambivalente, tantôt grinçante, l’approche officielle de la mémoire de la Shoah en Israël a longtemps été écartelée entre deux exigences simultanées, celle de se souvenir et celle d’oublier, entre la formidable tâche consistant à construire un Etat et à en défendre la nécessité.* (...) *D’un côté, les pionniers de l’Etat considéraient la Shoah comme la conséquence ultime de l’existence en exil ; en tant que telle, elle représentait une diaspora qui méritait non seulement d’être détruite, mais aussi d’être oubliée. De l’autre, l’Etat était également conscient de sa dette perverse à l’égard de la Shoah... En conséquence, les dirigeants fondateurs ne voyaient guère de raison de cultiver la mémoire de la Shoah, sinon par son lien direct avec le nouvel Etat. »*

La proximité historique entre la destruction des Juifs et la constitution de l’Etat, le rôle décisif de la catastrophe juive dans l’obtention et la fondation d’Israël ont ravivé, dans l’espace sioniste israélien moderne, le mythe antique renouvelé de destruction et de rédemption, d’impuissance et de toutepuissance. La formation de l’israélité et de la toute-puissance israélienne, la légitimation de cette dernière et de ses pratiques à partir de l’impuissance totale des Juifs d’Europe, et le lien inévitable entre elles, se sont progressivement consolidées grâce au conflit israélo-arabe.

La mémoire du génocide donnait un sens à ce conflit tout en le privant de ses dimensions politiques et historiques, tandis que le discours de la guerre renforçait le rôle de la Shoah en tant que mythe constitutif du métarécit sioniste-israélien. Le judéocide et le conflit étaient ainsi détachés de leur complexité et de leurs contradictions internes en tant qu’événements historiques, et, les frontières entre les deux s’estompant, ces deux entités se transformèrent en réalités mythiques fermées et imperméables à la critique, intimement liées et s’appuyant l’une sur l’autre.

Régulièrement et en fonction des circonstances, on ressuscita donc la Shoah et ses morts, qui assumèrent un rôle central dans le débat politique israélien, en particulier dans le contexte du conflit israéloarabe. A droite et à gauche de l’échiquier politique, des dirigeants politiques, des militaires, des enseignants, des intellectuels et des poètes oeuvrèrent ensemble, parfois sans en être complètement conscients, pour incorporer le génocide dans la conscience collective en en faisant l’élément principal de la nouvelle et toute-puissante identité israélienne.

*« Les millions de Juifs exterminés parce qu’ils étaient sans patrie nous contemplent depuis les cendres de l’histoire israélienne et nous exhortent à coloniser et à construire une terre pour notre peuple »*, avait proclamé le chef d’état-major Moshe Dayan, en avril 1956, sur la tombe de Roï Rothberg à Nahal Oz, à la frontière de Gaza. Cette exhortation à brandir sans cesse l’épée, renforcée par le lien avec la Shoah au-delà du nécessaire dans le contexte du conflit, fut qualifiée par Dayan de *« loi de notre génération »*. Depuis et jusque dans les années 2000, ce texte n’a cessé d’être déclamé en de nombreuses occasions et dans diverses circonstances politiques, dont la lutte contre la seconde Intifada.

Bien avant la création de l’Etat d’Israël, le génocide a joué un rôle déterminant dans la légitimation de la toute-puissance israélienne et de l’emploi de la force. Déjà, dans son poème *Ma sœur sur le rivage*, le dirigeant du Palmah Itzhak Sadeh établissait un lien direct entre, d’une part, les survivantes juives torturées et meurtries par les nazis, arrivant à la fin de la guerre sur les rives de la patrie, et, d’autre part, la force, le courage et même la cruauté du héros israélien, le sabra. De même, le poète partisan Abba Kovner décrivit les combats de 1948 avec des métaphores empruntées à la seconde guerre mondiale. L’ennemi régional est devenu nazi.

Si, à l’origine, il y a soixante ans, cette démarche avait une fonction bien définie – liée à la construction d’une puissance et d’une volonté de puissance opposées à l’impuissance juive pendant la seconde guerre mondiale –, avec le temps, et au fur et à mesure que le contexte historique israélien s’éloignait des circonstances de la Shoah, cette démarche a fini par se transformer en un cliché dévalué. Par ailleurs, Auschwitz, incarnation du mal absolu et de l’horreur nazie, est devenu une référence constante dans les relations d’Israël avec le monde entier, ainsi qu’avec ses voisins, comme dans son discours interne.

Ce nœud gordien a des racines anciennes. Déjà, durant l’été 1947, David Ben Gourion, lors de réunions à huis clos, avait comparé les Arabes aux nazis : *« Ce ne seront pas nos adversaires politiques* [les Britanniques] *qui se dresseront devant nous, mais les disciples ainsi que les maîtres d’Hitler. »* En décembre 1951, dans un débat au sein de son parti sur les réparations allemandes, justifiant la nécessité de recourir à ces fonds pour la construction de l’Etat, il revint à la charge : *« Nous ne voulons pas retourner dans les ghettos.* (...) *Nous ne voulons pas que les nazis arabes viennent nous massacrer. »*

Depuis, toutes les guerres d’Israël ont été perçues, définies et conceptualisées dans des termes liés à la Shoah. A la veille de l’entrée des troupes israéliennes au Liban en juin 1982, le premier ministre Menahem Begin déclara pendant une réunion du cabinet : *« L’alternative* [à l’entrée des troupes au Liban] *est Treblinka, et nous avons décidé qu’il n’y aurait pas de nouveau Treblinka. »* Il ira jusqu’à comparer Yasser Arafat à Beyrouth à Adolf Hitler dans son bunker berlinois. *« Hitler est mort, monsieur le premier ministre,* lui répondit l’écrivain Amos Oz, *Hitler ne se cache pas à Nabatiyeh, à Sidon ou à Beyrouth. Il est mort et calciné. »*

La nazification de l’ennemi, quel qu’il soit, et la transformation de chaque menace sécuritaire en danger d’extermination totale ont donc caractérisé, des années 1940 à nos jours, les discours des élites politiques comme le jargon de la presse ou la conversation des gens dits « ordinaires  ». En octobre 2000, quand Israël déclencha une offensive militaire massive pour écraser l’insurrection palestinienne, M. Shimon Pérès dit à Arafat : *« Israël ne peut pas se permettre une autre Shoah. »* Le nombre de victimes palestiniennes était alors vingt fois supérieur à celui des Israéliens ! Et, en 2003, un jeune officier put dire à un journaliste britannique qui l’interviewait sur les nombreuses morts d’enfants palestiniens : *« Si nous ne combattons pas pour notre survie, nous arriverons de nouveau aux chambres à gaz. »*

Les débats en Israël regorgent d’allusions à la Shoah. Rappelons que Begin assimilait l’Etat juif prévu par le plan de partage onusien de 1947 aux ghettos juifs de Pologne en train d’agoniser, et comparaît les dirigeants du parti Mapaï favorables au partage aux Judenräte ([2](http://www.monde-diplomatique.fr/mav/98/ZERTAL/18054#nb2)), les traitant de *« collaborateurs des nazis britanniques »*. Trente-cinq ans plus tard, les colons de Yamit, lors de leur évacuation, renvoyèrent la même insulte à Begin : *« Ceux qui organisent la cérémonie en l’honneur de la destruction et la surnomment “paix”, ceux qui célèbrent et honorent le fait d’imposer à d’autres juifs un régime honteux d’“épuration”* [Judenrein] (...), *ceux qui les font marcher en rangs disciplinés, un chant de destruction aux lèvres, sanctionnant l’évacuation et l’anéantissement de leur ville et de leurs foyers – ceux qui font cela ressemblent effroyablement aux membres des Judenräte. »* A l’automne 2005, les opposants au retrait israélien de Gaza s’affubleront d’étoiles orange, représenteront des wagons à bestiaux comme ceux qui transportaient les Juifs dans les camps et s’empareront du nom d’Auschwitz...

Transformés dans le discours israélien en arguments politiques, en concepts et en symboles, Auschwitz et la Shoah sont devenus progressivement illisibles et imperméables. Ils forment une sorte d’écran sur lequel des individus et des groupes projettent leurs propres conceptions, leurs visions et leurs cauchemars, effaçant ainsi la réalité historique qu’ils incarnaient. De même, les survivants, les détenteurs du « secret » d’Auschwitz et du génocide, restèrent, des années durant, invisibles et transparents.

Dans son impressionnant discours à la Knesset, en 1953, lors du vote de la loi sur la commémoration de la Shoah et des héros – Yad Vashem ([3](http://www.monde-diplomatique.fr/mav/98/ZERTAL/18054#nb3)), le ministre de l’éducation et de la culture Ben Zion Dinour invoqua les morts, les communautés juives massacrées, les insurgés des ghettos, les partisans et les soldats volontaires venus de Palestine pour lutter contre les nazis. Les seuls a ne pas être mentionnés étaient les survivants, dont quelque trois cent mille avaient pourtant choisi Israël comme patrie.

Les porteurs les plus directs, les plus immédiats du souvenir de la Shoah – ceux qui avaient une connaissance intime des événements, dans les ghettos, dans les camps de concentration et d’extermination, qui avaient été les rares témoins de ce que des hommes avaient fait subir à d’autres hommes pendant les massacres nazis, qui avaient vécu au quotidien l’anéantissement et la mort continuelle – furent oubliés par ce porteparole de la loi et, au-delà, par la mémoire israélienne organisée de la Shoah dans les premières années de l’Etat.

Il fallut le procès d’Adolf Eichmann, à Jérusalem, en 1961, pour que l’Etat d’Israël découvre les survivants et la force de leurs témoignages. Il en avait besoin pour reconstituer ce nœud gordien entre la Shoah et Israël. *« Nous savions tous qu’il y avait parmi nous des hommes et des femmes venus de cet univers, mais il semble que c’est seulement à l’occasion de cet effroyable procès* (...) *que ces individus étranges et anonymes, que nous avons croisés à d’innombrables occasions, pénétrèrent notre conscience jusqu’au moment où, soudain, nous nous rendîmes compte qu’il ne s’agissait pas d’une masse d’individus mais d’une essence puissante et fondamentale, existant au-delà de la vie et de la nature, une part indélébile de la nature et de l’image du peuple auquel nous appartenons »*, écrivit alors le poète Nathan Alterman.

Un demi-siècle après ce texte, la société israélienne en est encore à « découvrir » les préjudices sociaux et économiques subis par les rescapés pendant toutes ces années, la misère honteuse dont souffraient – souffrent encore – nombre d’entre eux, notamment les plus âgés. En janvier 2008, la Knesset a enfin décidé d’ouvrir une enquête pour établir le bilan du rapport d’Israël avec les rescapés depuis la création de l’Etat, un Etat qui savait si bien les utiliser en tant qu’argument politique mais les avait oubliés en tant qu’êtres humains.

Dans la représentation israélienne du génocide, les six millions de morts formèrent une masse humaine anonyme, un concept abstrait dénué de son effroyable réalité. La mémoire organisée, idéologique, de la Shoah, en relation avec l’Etat d’Israël, a caché non seulement la réalité de la destruction de ces femmes et de ces hommes dans ses menus détails, mais aussi, à la veille du massacre, la vitalité débordante de leurs cultures séculaires : leurs coutumes et leurs modes de vie, leurs langues, leur humour, leurs petites histoires et leur potentiel de génie anéanti par leur mort...

Parce que ces Juifs envoyés des quatre coins de l’Europe vers les camps et les centres d’extermination ne sont pas morts sur l’autel des nazis pour que soit reconnu le droit des Juifs à un Etat. Ils ne sont pas le tribut payé pour justifier le sionisme et la création de l’Etat d’Israël. Ils sont morts parce que l’idéologie de la haine absolue, raciste et meurtrière, à la fois démente et rationnelle, a mis à son service les instruments les plus perfectionnés de la modernité, la bureaucratie, les nouveautés technologiques et industrielles pour les liquider, les faire disparaître de ce monde et effacer leur souvenir. La « mémoire nationale » a réussi son pari : elle a construit en Israël une nation mobilisée, en uniforme, dont tous les citoyens juifs portent les stigmates d’Auschwitz.

Détacher la mémoire de la Shoah des impératifs nationaux du sionisme, « civiliser » cette mémoire, la privatiser et l’individualiser ; attribuer un nom, un visage et une histoire à chacun des disparus : ce processus en cours en Israël permettra enfin la création d’un lien réel avec les millions de vies anéanties et le monde qui fut le leur, et ouvrira la voie à un vrai « travail de deuil ».

Cette démarche contribuera aussi, il faut l’espérer, à aller au-delà des leçons particularistes d’Auschwitz, transmises par Israël à ses enfants depuis plusieurs générations, afin d’entamer une étude plus approfondie de l’histoire du génocide : forger un savoir détaillé de l’horreur absolue et de ce qui l’a rendue possible.

Idith Zertal

Historienne israélienne, auteure de plusieurs ouvrages, notamment *La Nation et la mort. La Shoah dans le discours et la politique d’Israël*, La Découverte, Paris, 2004.